



Liberté - Égalité - Fraternité
RÉPUBLIQUE FRANÇAISE

PRÉFET DE LA MEUSE

Préfecture de la Meuse
Secrétariat général
Direction de la coordination des politiques
publiques et de l'appui territorial
Bureau des procédures environnementales

ARRÊTÉ PRÉFECTORAL COMPLÉMENTAIRE

N° 2019-1122 du 16 mai 2019

**autorisant la SARL FERME SCHAFBUSCH à modifier les conditions d'exploitation
de l'élevage de poulettes prêtes à pondre situé lieu-dit « A Dimer » à MOUILLY**

Installations classées pour la protection de l'environnement

Le Préfet de la Meuse,

VU le code de l'environnement, notamment ses articles L. 181-14, R. 181-45 et R. 181-46 ;

VU la nomenclature des installations classées pour la protection de l'environnement ;

VU le décret n° 2004-374 du 29 avril 2004 modifié relatif aux pouvoirs des préfets, à l'organisation et à l'action des services de l'État dans les régions et les départements ;

VU le décret n° 2018-1054 du 29 novembre 2018 relatif aux éoliennes terrestres, à l'autorisation environnementale et portant diverses dispositions de simplification et de clarification du droit de l'environnement ;

VU le décret du 4 janvier 2019 portant nomination de M. Alexandre ROCHATTE, préfet de la Meuse ;

VU l'arrêté préfectoral n° 2019-121 du 21 janvier 2019 accordant délégation de signature à M. Michel GOURIOU, secrétaire général de la préfecture de la Meuse ;

VU l'arrêté ministériel du 23 août 2005 modifié relatif aux prescriptions générales applicables aux installations classées pour la protection de l'environnement soumises à déclaration sous la rubrique n° 4718 de la nomenclature des installations classées ;

VU l'arrêté ministériel du 19 décembre 2011 modifié relatif au programme d'actions national à mettre en œuvre dans les zones vulnérables afin de réduire la pollution des eaux par les nitrates d'origine agricole ;

Horaires d'ouverture du lundi au vendredi :

de 8:45 à 12:00 : ouverture des guichets et des services et de 13:30 à 17:00 : uniquement sur rendez-vous
40 rue du Bourg - CS 30512 - 55012 BAR LE DUC CEDEX - Tél : 03 29 77 55 55 - Télécopie : 03 29 79 64 49
[site internet : www.meuse.gouv.fr](http://site.internet:www.meuse.gouv.fr) [courriel : pref-courrier@meuse.gouv.fr](mailto:courriel:pref-courrier@meuse.gouv.fr)

VU l'arrêté ministériel du 27 décembre 2013 modifié relatif aux prescriptions générales applicables aux installations relevant du régime de l'autorisation au titre des rubriques n° 2111 et 3660 de la nomenclature des installations classées pour la protection de l'environnement ;

VU l'arrêté préfectoral n° 2006-517 du 20 février 2006 autorisant l'exploitation d'un élevage de poulettes prêtes à pondre sur la commune de MOUILLY, complété et modifié par l'arrêté préfectoral n° 2018-572 du 21 mars 2018 ;

VU le donné acte en date du 1^{er} octobre 2018 relatif au changement d'exploitant de l'élevage de poulettes prêtes à pondre situé à MOUILLY et au transfert de l'autorisation environnementale au bénéfice de la SARL FERME SCHAFBUSCH ;

VU le dossier reçu le 21 janvier 2019 et complété le 13 mars 2019 par lequel la SARL FERME SCHAFBUSCH porte à la connaissance du préfet les nouvelles conditions d'exploiter projetées au sein de l'élevage de poulettes prêtes à pondre sur la commune de MOUILLY ;

VU le rapport en date du 16 avril 2019 de l'inspection des installations classées à la Direction départementale de la cohésion sociale et de la protection des populations de la Meuse ;

VU le courrier adressé le 26 avril 2019 à l'exploitant pour lui permettre de formuler ses observations éventuelles sur le projet d'arrêté ;

VU l'absence d'observation de l'exploitant après communication du projet d'arrêté statuant sur sa demande ;

CONSIDÉRANT que l'arrêté préfectoral n° 2006-517 du 20 février 2006 autorisant l'exploitation de l'élevage de poulettes prêtes à pondre sur la commune de MOUILLY, au titre des installations classées pour la protection de l'environnement, vaut autorisation environnementale au titre de l'article L. 181-1 du code de l'environnement et qu'aucune autre autorisation n'est embarquée au titre de l'article L. 181-2 du code de l'environnement ;

CONSIDÉRANT que le projet consiste à moderniser les équipements des salles d'élevage en vue d'une production alternative en volières avec une diminution de l'effectif des poulettes (130 000 emplacements au lieu de 176 640), sans modification de la coque des bâtiments existants, ni des modalités de gestion des effluents de l'élevage, qu'ainsi l'impact de l'élevage sur l'environnement sera réduit ;

CONSIDÉRANT que le dossier d'information sur les nouvelles conditions d'exploiter l'élevage de poulettes est en relation avec l'importance des enjeux environnementaux de ce projet ;

CONSIDÉRANT que les modifications projetées ne constituent pas une modification substantielle de l'autorisation environnementale au sens de l'article L. 181-14 du code de l'environnement ;

CONSIDÉRANT que la nature et l'ampleur du projet de modification ne rendent pas nécessaires les consultations prévues par les articles R. 181-18 et R. 181-21 à R. 181-32, ni la sollicitation de l'avis du conseil départemental de l'environnement et des risques sanitaires et technologiques ;

CONSIDÉRANT qu'en application des dispositions de l'article R. 181-45 du code de l'environnement, il convient de fixer des prescriptions modificatives et complémentaires à celles des arrêtés préfectoraux n° 2006-517 et n° 2018-572 précités pour la protection des intérêts mentionnés à l'article L. 181-3 du code de l'environnement en les adaptant aux nouvelles conditions d'exploiter ;

ARRÊTE

TITRE 1 – PORTÉE DE L'AUTORISATION ET CONDITIONS GÉNÉRALES

Article 1er : Objet de l'autorisation

La SARL FERME DE SCHAFBUSCH, dont le siège social est situé 112 Ferme de Schafbusch 67160 STEINSELTZ, est autorisée à modifier les conditions d'exploitation de l'élevage de poulettes prêtes à pondre implanté au lieu-dit « A Dimer » 55 320 MOUILLY, sous réserve du respect des dispositions du présent arrêté modifiant et complétant les prescriptions fixées par l'arrêté préfectoral 2006-517 du 20 février 2006 modifié par l'arrêté préfectoral n° 2018-572 du 21 mars 2018.

Article 2 : Modifications apportées aux actes antérieurs

Les prescriptions des articles 1 à 3 ; 5 ; 8 ; 16 à 17 ; 21 et 23 de l'arrêté préfectoral 2006-517 du 20 février 2006 modifié sont abrogées et remplacées par les dispositions du présent arrêté.

Article 3 : Rubriques de la nomenclature des installations classées concernées

Les rubriques de la nomenclature des installations classées pour la protection de l'environnement concernées sont les suivantes :

N° de la nomenclature	Installations et activités concernées	Éléments caractéristiques	Régime du projet	Arrêtés ministériels applicables
2111-1	Élevage de volailles dont les installations sont classées au titre de la rubrique 3660	130 000 emplacements de poulettes prêtes à pondre	A	27/12/2013 modifié
3660-a	Élevage intensif de volailles avec plus de 40 000 emplacements	130 000 emplacements	A	27/12/2013 modifié
4718-2	Gaz inflammable liquéfiés de catégorie 1 et 2, la quantité totale susceptible d'être présente dans les installations étant supérieure ou égale à 6 tonnes mais inférieure à 50 tonnes.	2 × 3,2 tonnes de gaz propane	DC	23/08/2005 modifié

* A : autorisation ; DC : déclaration avec contrôle périodique

L'élevage est classé au titre de la directive 2010/75 UE du 24 novembre 2010 relative aux émissions industrielles, dite directive « IED ». Au sens de l'article R. 515-61 du code de l'environnement, la rubrique principale de l'exploitation est la rubrique 3660 et les conclusions sur les meilleures techniques disponibles relatives à la rubrique principale sont celles associées au document BREF -- IRPP (document de référence sur les meilleures techniques disponibles dans l'Union Européenne concernant les élevages intensifs de volailles et de porcins).

Les prescriptions du présent arrêté s'appliquent également aux autres installations ou équipements exploités dans l'établissement, qui, mentionnés ou non dans la nomenclature, sont de nature par leur proximité ou leur connexité avec l'activité d'élevage soumise à autorisation à modifier notablement les dangers ou inconvénients de cette installation, conformément à l'article L. 181-1 du code de l'environnement.

Article 4 : Consistance et situation de l'établissement

Les installations sont composées de :

- Deux bâtiments d'élevage B1 et B2 de 1 520 m² environ chacun ; chaque bâtiment comprend
 - un sas sanitaire,
 - une salle d'élevage équipée de volières pour 65 000 poulettes destinées à une production d'œufs alternatifs,
 - deux silos de 26 m³ chacun pour le stockage des aliments ;
- Un local technique accolé au bâtiment B1 comprenant un groupe électrogène de 125 kVA et sa cuve d'hydrocarbures associée d'un volume de 800 litres ;
- Un bâtiment de 1 290 m² environ comprenant un hangar de stockage des fientes et un atelier ;
- Deux cuves de gaz enterrées contenant chacune 3,2 tonnes de propane, propriétés de FINAGAZ ;
- Une cuve enterrée de 30 m³ pour la collecte des eaux de lavage.

La surface totale des toitures des bâtiments est de 4 920 m² et celle des aires de circulation est d'environ 1 800 m².

Les installations sont situées sur le territoire de la commune de MOUILLY (55 320), parcelles cadastrales suivantes :

Installations	Lieux-dits	Sections	Parcelles
Bâtiment B 1 et local technique	A Dimer	ZA	35
Bâtiment B 2	A Dimer	ZA	35 et 10
Bâtiment de stockage des fientes et atelier	A Dimer	ZA	10, 11 et 13

Article 5 : Périmètre d'éloignement

Les prescriptions de l'article 5 de l'arrêté ministériel du 27 décembre 2013 modifié, qui concernent les distances d'implantation des bâtiments d'élevage et de leurs annexes, ne s'appliquent pas aux bâtiments existants du fait de leur antériorité. En particulier, les bâtiments B1 et B2 sont implantés à au moins 28 mètres des berges du plan d'eau existant situé sur la parcelle voisine ZA 39 et la clôture qui délimite le site d'élevage est implantée sur une portion de 100 m² environ de la parcelle ZA 39 avec l'accord du propriétaire.

En cas d'une extension postérieure à la date de signature du présent arrêté, les prescriptions de l'article 5 de l'arrêté ministériel du 27 décembre 2013 modifié s'appliquent.

Article 6 : Conformité au dossier de porter-à-connaissance

Les activités, installations, ouvrages et travaux et leurs annexes, objet du présent arrêté, sont disposés, aménagés et exploités conformément aux plans et données techniques contenus dans le dossier de l'exploitant, sans préjudice des dispositions du présent arrêté, des arrêtés complémentaires et des autres réglementations en vigueur.

Article 7 : Réglementation applicable

Sans préjudice de la réglementation en vigueur, sont notamment applicables à l'établissement les **prescriptions générales** qui le concernent des textes cités ci-dessous (liste non exhaustive) :

Arrêtés ministériels sectoriels :

- arrêté du 27 décembre 2013 modifié relatif aux prescriptions générales applicables aux installations relevant du régime de l'autorisation au titre des rubriques n° 2111 et 3660 de la nomenclature des installations classées pour la protection de l'environnement ;
- arrêté du 23 août 2005 modifié relatif aux prescriptions générales applicables aux installations classées pour la protection de l'environnement soumises à déclaration sous la rubrique n° 4718 de la nomenclature des installations classées .

Autres textes :

- arrêté du 20 avril 1994 modifié relatif à la déclaration, la classification, l'emballage et l'étiquetage des substances ;
- arrêté du 23 janvier 1997 modifié relatif à la limitation des bruits émis dans l'environnement par les installations classées pour la protection de l'environnement ;
- arrêté du 26 février 2002 modifié relatif aux travaux de maîtrise des pollutions liées aux effluents d'élevage ;
- arrêté ministériel du 31 janvier 2008 modifié relatif au registre et à la déclaration annuelle des émissions polluantes et des déchets ;
- arrêté ministériel du 7 septembre 2009 modifié fixant les prescriptions techniques applicables aux installations d'assainissement non collectif recevant une charge brute de pollution organique inférieure ou égale à 1,2 kg/j de DBO5 .
- des autres législations et réglementations applicables, notamment le code minier, le code civil, le code de l'urbanisme, le code du travail, le code rural et de la pêche maritime, le code de la santé publique et le code général des collectivités territoriales,
- des schémas, plans et autres documents d'orientation et de planification approuvés,
- des éventuels autres arrêtés complémentaires à venir en application de l'article R. 181-45 du code de l'environnement.

Article 8 : Modifications

Toute modification substantielle des activités, installations, ouvrages ou travaux qui relèvent de l'autorisation est soumise à la délivrance d'une nouvelle autorisation, qu'elle intervienne avant la réalisation du projet ou lors de sa mise en œuvre ou de son exploitation.

Toute autre modification notable apportée au projet doit être portée à la connaissance du préfet, avant sa réalisation, par le bénéficiaire de l'autorisation avec tous les éléments d'appréciation. S'il y a lieu, le préfet fixe des prescriptions complémentaires ou adapte l'autorisation dans les formes prévues à l'article R. 181-45.

Article 9 : Changement d'exploitant

En application des articles L. 181-15 et R. 181-47 du code de l'environnement, lorsque le bénéfice de l'autorisation est transféré à une autre personne, le nouveau bénéficiaire en fait la déclaration au préfet dans les trois mois qui suivent ce transfert.

Article 10 : Cessation d'activité

En cas d'arrêt définitif de l'activité, l'exploitant est tenu de notifier au préfet la date de cet arrêt au moins trois mois avant celui-ci. La notification indique les mesures prises ou prévues pour assurer, dès l'arrêt de l'exploitation, la mise en sécurité du site. Ces mesures comportent notamment :

- l'évacuation ou l'élimination des produits dangereux et des déchets présents sur le site ;
- des interdictions ou limitations d'accès au site ;
- la suppression des risques d'incendie et d'explosion ;
- la surveillance des effets de l'installation sur son environnement.

L'exploitant est tenu de placer le site dans un état tel qu'il ne puisse porter atteinte aux intérêts mentionnés à l'article L. 181-3 du code de l'environnement et qu'il permette un usage futur selon l'usage déterminé conformément à l'article R. 512-39-2.

Article 11 : Caducité

Sauf cas de force majeure ou de demande justifiée et acceptée, l'autorisation d'exploiter cesse de produire effet lorsque l'exploitation a été interrompue pendant plus de trois années consécutives.

TITRE II – GESTION DE L'ÉTABLISSEMENT

Article 12 : Exploitation des installations

L'exploitant met en œuvre les meilleures techniques disponibles, répertoriées dans le BREF-élevages, qu'il a définies dans son dossier de réexamen. Destinées à améliorer les performances environnementales des installations et à réduire leurs effets sur l'environnement, elles reposent sur :

- un système de management environnemental,
- une bonne organisation interne,
- une alimentation et une stratégie nutritionnelle permettant de réduire l'azote et le phosphore excrétés par les animaux,
- une utilisation rationnelle de l'eau provenant du réseau public,
- une réduction de la production et des rejets des eaux résiduaires,
- une utilisation rationnelle de l'énergie,
- une réduction des émissions sonores, des émissions de poussières, des odeurs,

- la mise en place de techniques pour réduire les émissions atmosphériques d'ammoniac provenant des bâtiments d'hébergement des poulettes,
- une conception et une exploitation des stockages de fientes permettant de réduire voire éviter les émissions dans l'air, le sol et l'eau,
- un épandage des fientes mettant en œuvre des techniques pour réduire les rejets d'azote, de phosphore et d'agents microbiens pathogènes dans le sol et l'eau et pour réduire les émissions atmosphériques d'ammoniac,
- des mesures de surveillance.

Article 13 : Incidents ou accidents

L'exploitant est tenu de déclarer dans les meilleurs délais à l'inspection des installations classées les accidents ou incidents survenus du fait du fonctionnement de ses installations qui sont de nature à porter atteinte aux intérêts mentionnés à l'article L. 181-3 du code de l'environnement.

Un rapport d'accident ou, sur demande de l'inspection des installations classées, un rapport d'incident est transmis par l'exploitant à l'inspection des installations classées. Il précise notamment les circonstances et les causes de l'accident ou de l'incident, les effets sur les personnes et l'environnement, les mesures prises ou envisagées pour éviter un accident ou un incident similaire et pour en pallier les effets à moyen ou long terme.

Ce rapport est transmis sous 15 jours à l'inspection des installations classées.

Article 14 : Programme d'autosurveillance et de suivi

Afin de maîtriser les émissions de ses installations et de suivre leurs effets sur l'environnement, l'exploitant met en œuvre un programme de surveillance et de suivi. Il adapte et actualise la nature et la fréquence de cette surveillance pour tenir compte des évolutions de ses installations, de leurs performances par rapport aux obligations réglementaires, et de leurs effets sur l'environnement.

Le programme comprend obligatoirement :

- une surveillance au moins annuelle de l'azote total et du phosphore total excrétés par calcul, au moyen d'un bilan massique basé sur la prise alimentaire, la teneur en protéines brutes du régime alimentaire, le phosphore total et les performances des animaux,
- une surveillance au moins annuelle des émissions atmosphériques d'ammoniac et de poussières au moyen d'une estimation basée sur le module de calcul GEREP mis à disposition par le ministère en charge de l'environnement pour les déclarations d'émissions polluantes et de déchets,
- une surveillance hebdomadaire de la consommation d'eau au moyen de relevés,
- une surveillance au moins annuelle de la consommation d'électricité, de combustible, du nombre d'animaux entrants et sortants, y compris décès, de la consommation d'aliments, de la production de fientes et de compost.

L'exploitant prend les actions correctives appropriées lorsque des résultats font présager des risques ou inconvénients pour l'environnement ou d'écart par rapport au respect des valeurs réglementaires relatives aux émissions de ses installations.

Article 15 : Déclaration des émissions polluantes et déchets

L'exploitant déclare chaque année les déchets produits et traités par ses installations ainsi que les émissions polluantes de l'établissement, en particulier les émissions atmosphériques d'ammoniac et de poussières provenant de chaque bâtiment d'hébergement d'animaux sur le site internet dédié aux déclarations des émissions de polluants et des déchets, dans les modalités prévues par l'arrêté du 31 janvier 2008 modifié relatif au registre et à la déclaration annuelle des émissions polluantes et des déchets.

Article 16 : Documents tenus à jour par l'exploitant

L'exploitant établit et tient à jour un dossier comportant les documents suivants :

- le dossier initial de demande d'autorisation et les dossiers de demande de modification,
- les conventions passées pour la lutte contre l'incendie et la gestion des fientes,
- la réglementation applicable aux installations (arrêtés préfectoraux et ministériels, preuves de dépôt...),
- le dossier technique de toutes les installations présentes sur le site, y compris les plans des réseaux tenus à jour,
- les registres, documents, enregistrements, résultats de vérification et de surveillance exigés par la réglementation applicable aux installations, notamment :
 - le registre des risques comprenant notamment les fiches de données de sécurité des produits dangereux, les rapports des contrôles techniques de sécurité (installations électriques, extincteurs, groupe électrogène, installations de stockage de gaz, chauffage...),
 - le plan d'épandage et le cahier d'épandage des eaux de nettoyage,
 - les bons de livraison et bordereaux assurant la traçabilité des effluents d'élevage jusqu'à leur épandage,
 - le registre des effectifs d'animaux,
 - les bons d'enlèvement d'équarrissage,
 - un registre de sortie des autres déchets accompagné des bordereaux d'enlèvement et de suivi des déchets,
 - les registres de consommation d'eau, d'électricité,
 - les calculs de l'azote total et du phosphore total excrétés par les animaux,
 - les calculs relatifs à la déclaration annuelle des émissions polluantes et déchets.

Ces documents peuvent être informatisés, mais dans ce cas, des dispositions doivent être prises pour la sauvegarde des données.

Ce dossier est tenu à la disposition de l'inspection des installations classées sur le site durant 5 années au minimum.

TITRE III – PRÉVENTION DES ACCIDENTS ET DES POLLUTIONS

Article 17 : Protection contre l'incendie

Pour la défense extérieure contre l'incendie, l'établissement dispose d'une réserve d'eau d'au moins 500 m³ mise à disposition selon les termes d'une convention conclue avec le propriétaire du plan d'eau voisin situé sur la parcelle ZA 39. Située à moins de 50 mètres des bâtiments d'élevage, elle est accessible en toutes circonstances.

En cas de non renouvellement de la convention, la défense extérieure incendie est assurée par une réserve d'eau de 240 m³ située à moins de 200 mètres des bâtiments et accessible en toutes circonstances. Cette réserve doit être réceptionnée par le service départemental d'incendie et de secours.

La protection interne contre l'incendie est assurée par des extincteurs portatifs de capacité et de nature différentes appropriés aux risques à combattre et répartis sur le site aux endroits stratégiques :

- extincteurs CO₂ de 2 à 6 kg à proximité des armoires électriques,
- extincteurs à poudre polyvalente de 6 kg à proximité du groupe électrogène et des stockages de gaz,
- extincteurs à eau pulvérisée à chaque extrémité des bâtiments.

Les extincteurs font l'objet de vérifications périodiques par un prestataire agréé une fois par an.

Article 18 : Prévention des accidents

Les installations électriques sont conçues et construites conformément aux règlements et aux normes applicables. Les installations électriques et techniques sont entretenues en bon état et vérifiées par un professionnel tous les cinq ans ou tous les ans si l'exploitant emploie des salariés ou stagiaires.

Les bâtiments d'élevage sont équipés d'une alarme asservie à une centrale de pilotage gérée par ordinateur permettant de contrôler les paramètres de fonctionnement de l'élevage. La centrale déclenche une sirène extérieure et prévient l'exploitant par téléphone en cas d'anomalie.

L'exploitant assure une surveillance visuelle journalière du site, il vérifie le bon fonctionnement des matériels et assure une maintenance régulière.

TITRE IV – ÉMISSIONS DANS L'EAU ET DANS LES SOLS

Article 19 : Prélèvements et consommation d'eau

La consommation d'eau annuelle de l'élevage est de 3 300 m³.

Toutes les dispositions sont prises pour limiter la consommation d'eau, l'exploitant met en œuvre notamment les mesures suivantes :

- installation de compteurs volumétriques à l'entrée de chaque bâtiment,
- suivi quotidien de la consommation en eau,
- en cas de consommation anormalement élevée, une inspection du réseau de distribution est menée pour rechercher la cause et les mesures de réparation sont mises en œuvre dans les meilleurs délais,
- distribution de l'eau aux animaux, directement depuis le système de distribution, sans passage dans l'air ambiant par un dispositif de goutte à goutte,
- pipettes de distribution équipées de gouttières de récupération.

Article 20 : Gestion des eaux pluviales de toiture

Les eaux pluviales de toiture des bâtiments et hangars sont collectées par des gouttières et infiltrées dans le sol sans avoir été souillées.

Article 21 : Gestion des eaux usées

Les eaux de nettoyage des bâtiments d'élevage sont collectées et rejoignent une cuve commune de 30 m³ permettant une autonomie d'un an. Elles sont épandues sur la prairie limitrophe appartenant et exploitée par la SARL FERME DE SCHAFBUSCH. L'épandage est réalisé avec une tonne à lisier de capacité 3000 litres. Le plan d'épandage, d'une surface épandable d'environ 1,4 ha, est constitué des parties des parcelles ZA 10-11-13-14-35 et 37 en dehors des limites clôturées du site d'élevage et à plus de 35 mètres des berges du cours d'eau et du plan d'eau voisins.

Les eaux usées issues des sas sanitaires sont collectées et dirigées vers un dispositif d'assainissement non collectif agréé et vérifié par le service public d'assainissement non collectif (SPANC) conformément à l'arrêté ministériel du 7 septembre 2009 modifié.

Article 22 : Gestion des effluents d'élevage

Dans les salles d'élevage, les fientes fraîches sont récupérées sur des tapis, situés en dessous de chaque rangée de volière. Elles sont transportées au minimum une fois par semaine par des convoyeurs entièrement étanches vers le hangar à fientes pour constituer des tas après reprise au chargeur à godet.

Les fientes des allées des salles d'élevage sont évacuées au chargeur à godet en fin de bande et déposées dans le hangar à fientes.

Le hangar est couvert et son sol est étanche, il est équipé de ventilateurs permettant un séchage rapide des fientes ; il a une capacité de stockage d'au moins un an de production de fientes.

Les fientes du site d'élevage de MOUILLY, exploité par la SARL FERME SCHAFBUSCH, sont reprises par la SA RUFRAGER LORRAINE selon les dispositions fixées dans la convention passée entre les deux exploitants.

La SA RUFRAGER LORRAINE assure la livraison des fientes aux prêteurs de terre avec lesquels elle a passé une convention en vue d'un épandage dans le respect des prescriptions de l'arrêté préfectoral n° 2018-572 du 21 mars 2018 définissant le plan d'épandage des fientes des sites d'élevages de volailles du ROZELIER et de MOUILLY.

La SARL FERME SCHAFBUSCH, producteur des fientes du site de MOUILLY, est responsable de leur devenir. Elle assure la traçabilité des effluents de son élevage jusqu'à la parcelle d'épandage au moyen de bons de livraison et bordereaux cosignés par le producteur, le repreneur et l'utilisateur des fientes.

En cas de non renouvellement de la convention de reprise des fientes avec la SA RUFRAGER LORRAINE, la SARL FERME SCHAFBUSCH porte à la connaissance du préfet les nouvelles modalités de gestion des effluents avant leur mise en œuvre.

TITRE V – DÉLAIS ET VOIES DE RECOURS – PUBLICITÉ – EXÉCUTION

Article 23 : Délais et voies de recours

Le présent arrêté est soumis à un contentieux de pleine juridiction.

En application de l'article R. 181-50 du code de l'environnement, le présent arrêté peut être déféré devant le tribunal administratif de NANCY - 5 place de la Carrière - case officielle n° 20 038 - 54 036 NANCY Cedex - :

– 1° par l'exploitant, dans un délai de **deux mois** à compter de la date à laquelle le présent arrêté lui a été notifié ;

– 2° par les tiers intéressés en raison des inconvénients ou des dangers que le fonctionnement de l'installation présente pour les intérêts mentionnés à l'article L. 181-3 du code de l'environnement, dans un délai de **quatre mois** à compter du premier jour de la publication ou de l'affichage du présent arrêté. Le délai court à compter de la dernière formalité accomplie. Si l'affichage constitue cette dernière formalité, le délai court à compter du premier jour d'affichage.

Le présent arrêté peut faire l'objet d'un recours gracieux ou hiérarchique dans le délai de deux mois. Ce recours administratif prolonge de deux mois les délais mentionnés aux 1° et 2°.

Le tribunal administratif peut être saisi d'une requête via l'application informatique « Télérecours citoyens » accessible par le site internet www.telerecours.fr.

Article 24 : Sanctions

Si les prescriptions fixées par le présent arrêté ne sont pas respectées, indépendamment des sanctions pénales, les sanctions administratives prévues par le code de l'environnement peuvent être appliquées.

Toute mise en demeure, prise en application du code de l'environnement et des textes en découlant, non suivie d'effet, constitue un délit.

Article 25 : Mesures de publicité

Une copie du présent arrêté est déposée à la mairie de MOUILLY et peut y être consultée.

Un extrait de cet arrêté est affiché à la mairie de MOUILLY pendant une durée minimum d'un mois.

Un procès-verbal de l'accomplissement de ces formalités sera dressé par les soins du maire de MOUILLY et adressé à la préfecture de la Meuse.

L'arrêté est publié sur le site internet de la préfecture de la Meuse pendant une durée minimale de quatre mois.

Article 26 : Exécution

- Le secrétaire général de la préfecture de la Meuse,
- le directeur départemental de la cohésion sociale et de la protection des populations de la Meuse,
- l'inspection des installations classées de la direction départementale de la cohésion sociale et de la protection des populations de la Meuse – service santé, protection animales et environnement,
- le maire de la commune de MOUILLY,

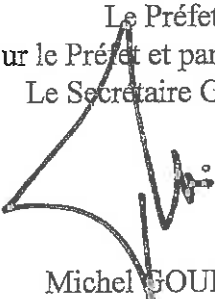
sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution du présent arrêté dont une copie sera adressée :

* à titre de notification :

à Monsieur Jean-Marc HEGE, gérant de la SARL FERME SCHAFBUSCH - 112 Ferme Schafbusch - 67 160 STEINSELTZ -

* à titre d'information :

au sous-préfet de VERDUN.

Bar-le-Duc, le **16 MAI 2019**
Le Préfet,
Pour le Préfet et par délégation,
Le Secrétaire Général,

Michel GOURIOU